



Attentats terroristes à Paris: «le 11 septembre à la française»

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2016

14 novembre 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

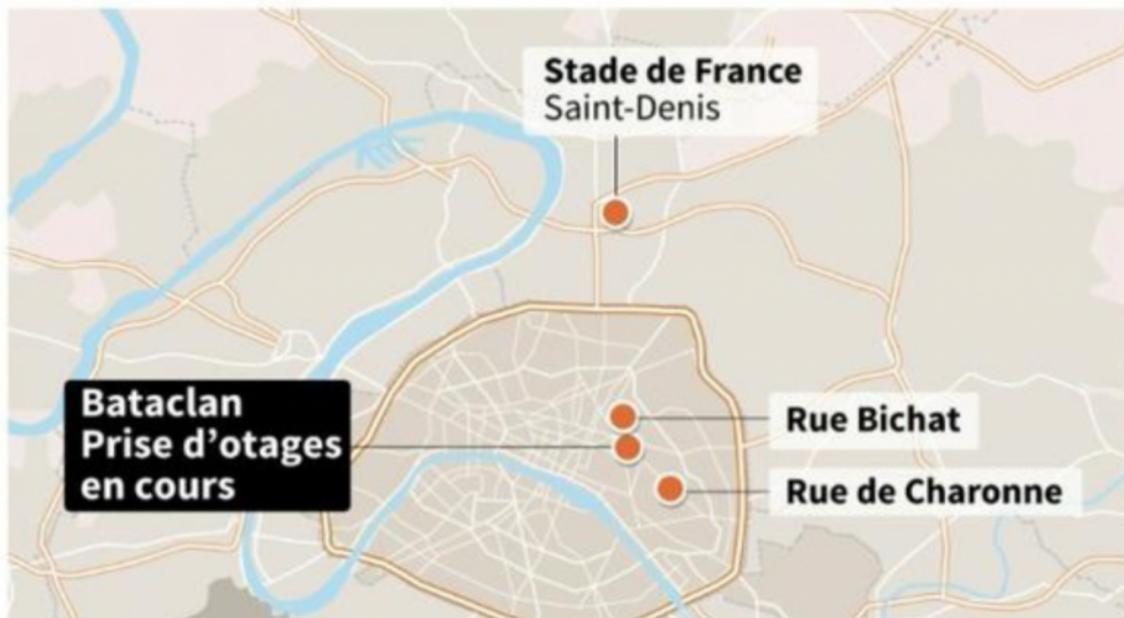
Analyses: [SYRIE](#)

Des attentats terroristes ont été perpétrés simultanément à divers endroits dans la région métropolitaine de Paris, selon des rapports préliminaires.

D'après ces rapports (au moment d'écrire ces lignes), 100 personnes ont été tuées à la salle de spectacle Le Bataclan, où des terroristes ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Quinze autres personnes ont été tuées au Stade de France, à l'extérieur de Paris.

Les rapports officiels au moment d'écrire ces lignes (21 h HNE) faisaient état de plus de 140 morts. Nos pensées accompagnent les familles des victimes, qui ont toutes perdu des êtres chers.

Attaques multiples à Paris



Attaques multiples à Paris - I.Véricourt/S.Malfatto, sim/fh AFP

Dans les minutes qui ont suivi les attentats, qui ont été lancés simultanément, et avant la sortie du rapport préliminaire de la police, les médias français se sont déchaînés. Les commentateurs de l'actualité et les spécialistes du renseignement des chaînes de télé françaises se sont permis d'affirmer que les attentats étaient commandés de la Syrie et de

l'Irak.

Dans la couverture médiatique de ces événements tragiques, on n'a pas manqué de faire le lien avec la guerre au Moyen-Orient, en soulignant l'engagement de la France, avec ses alliés, dans une *guerre humanitaire* contre les terroristes.

État islamique (EI) a été identifié comme l'architecte des attentats.

Sans la moindre preuve, on a qualifié les attentats de vengeance et de représailles contre la France pour avoir bombardé des bastions d'EI en Syrie et en Irak dans le cadre de la campagne aérienne antiterroriste d'Obama.

Prescience?

Le 2 octobre, *Paris Match* avait prédit un 11 septembre à la française.

La menace est bien réelle, a indiqué le juge Trévidic dans une interview accordée à Paris Match. L'attaque en France sera à une échelle comparable à celle du 11 septembre (voir ci-dessous).

Les avertissements se multiplient autour d'un «11-Septembre à la française»

Robin Panfili | France | 02.10.2015 - 10 h 45 | mis à jour le 02.10.2015 à 12 h 45



Des militaires français marchent dans les rues de Paris dans le cadre du plan Vigipirate, en janvier 2015. REUTERS/Eric Gaillard

Utilisée dès 2001, l'expression est devenue récurrente dans la bouche des spécialistes du terrorisme ou des médias depuis le 7 janvier.

La France est-elle sous la menace d'un «11-Septembre français»? Ou a-t-il déjà eu lieu? Ces derniers temps, les attaques ou menaces terroristes sur le sol hexagonal ont régulièrement été comparées –parfois maladroitement– aux attentats de l'automne 2001. [Dans une interview accordée à Paris Match](#) le 30 septembre, l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic prédit des attentats d'une ampleur sans précédent sur le territoire français, comparables aux attaques terroristes survenues outre-Atlantique:

Aucun des premiers reportages entendus le 13 novembre n'a mentionné le fait qu'un

attentat terroriste bien organisé et de grande ampleur avait été prédit. Le titre de l'article ci-dessous est pourtant sans équivoque :

Les services de renseignement redoutent un 11-Septembre français

Le plus ironique, c'est que dans le reportage d'octobre, on disait que les attentats à venir seraient *impossibles à déjouer*, ce qui laisse entendre que les services secrets français sont ineptes et incapables de prévenir une catastrophe imminente.

À quoi servait ce battage médiatique?

Les services de renseignement redoutent un 11-Septembre français

L'OBS

Par L'Obs
Voir tous ses articles

Publié le 02-10-2015 à 18h16

A+ A- 

Les experts et les responsables de la lutte antiterroriste craignent que la France ne soit la cible de nouveaux attentats "impossibles à déjouer".



À créer un climat de peur et d'intimidation?

Le président français François Hollande a sans doute été mis au fait des avertissements d'octobre par ses agents du renseignement.

Peu avant minuit (heure locale) le 13 novembre, le président François Hollande a annoncé des mesures draconiennes dignes d'un État policier contre un prétendu réseau terroriste actif à la grandeur du pays.

Il est cependant fort peu probable que Hollande ait pris cette décision spontanément dans la soirée du 13 novembre, sur un coup de tête en réponse aux attentats et avant la tenue d'une réunion du Cabinet. La décision de décréter l'état d'urgence a sûrement été envisagée avant l'attentat en lien avec un scénario d'attaque terroriste potentiel.

La dernière fois que l'état d'urgence a été décrété en France, c'était en mai 1961, en réponse au Putsch d'Alger, un coup d'État raté visant à faire tomber le gouvernement du

président Charles de Gaulle.

Son discours avait toutes les apparences d'être déjà prêt, du moins en ce qui concerne l'adoption de l'état d'urgence, une décision politique aux répercussions profondes : i

Mes chers compatriotes,

Au moment où je m'exprime, des attaques terroristes d'une ampleur sans précédent sont en cours dans l'agglomération parisienne. Il y a plusieurs dizaines de tués. Il y a beaucoup de blessés. C'est une horreur.

Nous avons, sur ma décision, mobilisé toutes les forces possibles pour qu'il puisse y avoir la neutralisation des terroristes et la mise en sécurité de tous les quartiers qui peuvent être concernés. J'ai également demandé qu'il y ait des renforts militaires. Ils sont en ce moment sur l'agglomération parisienne, pour être sûr qu'aucune attaque ne puisse de nouveau avoir lieu.

J'ai également convoqué le conseil des ministres. Il va se tenir dans quelques minutes. [Les mesures sont annoncées avant la consultation du Cabinet.]

Deux décisions seront prises : l'état d'urgence sera décrété, ce qui veut dire que certains lieux seront fermés, la circulation pourra être interdite et il y aura également des perquisitions qui pourront être décidées dans toute l'Île-de-France (le grand Paris). L'état d'urgence, lui, sera proclamé sur l'ensemble du territoire (français).

La seconde décision que j'ai prise, c'est la fermeture des frontières. Nous devons nous assurer que personne ne pourra rentrer pour commettre quelque acte que ce soit, et en même temps que ceux qui auraient pu commettre les crimes qui sont, hélas constatés, puissent également être appréhendés s'ils devaient sortir du territoire.

C'est une terrible épreuve, qui une nouvelle fois, nous assaille. Nous savons d'où elle vient, qui sont ces criminels, qui sont ces terroristes.

Nous devons, dans ces moments si difficiles, et j'ai une pensée pour les victimes, très nombreuses, pour leurs familles, pour les blessés, nous devons faire preuve de compassion et de solidarité. Mais nous devons également faire preuve d'unité et de sang-froid.

Face à la terreur, la France doit être forte, elle doit être grande et les autorités de l'État fermes. Nous le serons.

Nous devons aussi appeler chacun à la responsabilité.

Ce que les terroristes veulent c'est nous faire peur, nous saisir d'effroi. Il y a effectivement de quoi avoir peur, il y a l'effroi, mais il y a, face à l'effroi, une nation qui sait se défendre, qui sait mobiliser ses forces et qui une fois encore, saura vaincre les terroristes.

Françaises, Français, nous n'avons pas terminé les opérations. Il y en a encore qui sont extrêmement difficiles. C'est en ce moment même que les forces de sécurité font assaut, notamment dans un lieu à Paris.

Je vous demande de garder ici toute votre confiance dans ce que nous pouvons faire avec les forces de sécurité pour préserver notre nation des actes terroristes.

Vive la République et vive la France. (soulignement ajouté)

La France est attaquée, nous devons nous défendre.

Ce discours politique rappelle à certains égards le 11 septembre et les discours de George W. Bush et consorts.

Les médias ont vite commencé à comparer les attentats du 13 novembre à Paris à ceux du 11 septembre.

Mesures dignes d'un État policier

Le président Hollande a ordonné par décret, sans débat et sans avoir consulté l'Assemblée nationale de la France, l'état d'urgence dans toute la France, ainsi que la fermeture de ses frontières, supposément pour empêcher les terroristes d'y entrer et pour empêcher les personnes soupçonnées de terrorisme de sortir du pays.

Les mesures prévoient aussi des procédures permettant à la police de faire des arrestations arbitraires et des perquisitions domiciliaires sans mandat dans la zone métropolitaine de Paris, ce qui ouvre la porte à une campagne de haine dirigée contre la population musulmane en France.

Ces mesures draconiennes dignes d'un État policier (dont la suspension de l'habeas corpus) ont été décidées en l'absence et avant le dépôt d'un rapport de police. Les rapports initiaux confirment la participation de moins de dix terroristes. Rien ne prouve l'existence d'un réseau d'envergure nationale.

Mais comme nous l'avons mentionné précédemment, Hollande a sans doute été tenu informé par les services secrets français qui avaient *prédit*, d'après des reportages, la possibilité d'un attentat de l'ampleur du 11 septembre (reportages du 2 octobre).

Dans son édition du 2 octobre 2015, *Paris Match* affirmait que la France était la cible numéro 1 du groupe État islamique, *une armée de terroristes aux moyens illimités (...). Devant l'ampleur de la menace et la diversité des formes qu'elle peut prendre, notre dispositif de lutte antiterroriste (...) n'a plus l'efficacité qu'il avait auparavant.*

La France, cible n°1 de l'Etat islamique

"La menace est à un niveau maximal, jamais atteint jusqu'alors. D'abord, nous sommes devenus pour l'Etat islamique [EI] l'ennemi numéro un. La France est la cible principale d'une armée de terroristes aux moyens illimités [...] Ils sont en train de penser à quelque chose de bien plus large, visant en tout premier lieu l'Hexagone", croit savoir l'ancien magistrat Marc Trévidic.

“ Il faut le dire : devant l'ampleur de la menace et la diversité des formes qu'elle peut prendre, notre dispositif de lutte antiterroriste est devenu perméable, faillible, et n'a plus l'efficacité qu'il avait auparavant.”

Le président Hollande a présumé que des djihadistes étaient responsables de l'attaque, mais lors de son discours, aucune source policière ne corroborait ses dires.

Au Bataclan, où ils étaient plus de mille à assister à un spectacle de rock, les rapports ont confirmé la présence de quatre terroristes kamikazes, qui ont tous été tués. Ainsi, à l'instar de ce qui s'était passé dans les locaux de Charlie Hebdo et au magasin Hyper Cacher en janvier 2015, les terroristes ont été abattus au lieu d'être arrêtés et inculpés.

La police a-t-elle tenté de les capturer vivants?

Les médias ont aussi été tenus à l'écart, où il leur était interdit de rapporter ce qui se passait dans la salle de spectacle et de parler aux témoins de ce tragique événement.

Dans l'intervalle, on a imposé un couvre-feu.

Le président Obama a fait une déclaration tôt en soirée (HNE), qui portait essentiellement sur la *guerre contre le terrorisme* :

LE PRÉSIDENT - Bonsoir tout le monde. Je veux juste faire quelques brefs commentaires sur les attaques contre Paris ce soir. Une fois de plus, nous avons vu une tentative atroce de terroriser des civils innocents. Ceci est une attaque pas seulement contre Paris, pas seulement contre les Français, mais c'est une attaque contre l'humanité toute entière et les valeurs universelles que nous partageons.

Nous sommes préparés et prêts à fournir toute l'aide que le gouvernement et le peuple français a besoin. La France est notre allié le plus ancien. Les Français ont résisté coude à coude avec les États-Unis à maintes reprises. Et nous voulons leur dire très clairement que nous sommes ensemble avec eux dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

(...)

Nous allons faire ce qu'il faut pour travailler avec les Français et avec les nations à travers le monde pour mener ces terroristes en justice, et nous attaquer à tous les réseaux terroristes qui s'en prennent contre notre population.

Nous ne connaissons pas encore tous les détails de ce qui s'est passé. Nous avons été en contact avec les autorités françaises pour communiquer nos plus sincères condoléances aux familles de ceux qui ont été tués, et offrir nos prières et nos pensées à ceux qui ont été blessés. Nous leur avons offert tout notre soutien. La situation est toujours en cours.

(...)

Ceci est une situation déchirante. Et évidemment, ceux d'entre nous ici aux États-Unis savent de quoi il en retourne. Nous sommes nous même passés par ce genre d'épisodes. Et chaque fois que ces types d'attaques ont eu lieu, nous avons toujours pu compter sur les Français à se joindre à nous. Ils ont été des partenaires de lutte extraordinaire contre le terrorisme et nous avons l'intention d'être là avec eux.

(...) (soulignement ajouté)

Obama s'est engagé à aider les Français en s'attaquant aux terroristes. La France participe à la campagne de bombardement d'Obama lancée en août et septembre 2014 qui, en théorie, est dirigée contre le groupe État islamique.

Obama décrit Hollande comme un *partenaire de lutte extraordinaire contre le terrorisme*. Pour sa part, lorsqu'il parle du groupe État islamique, Hollande dit que *Nous savons d'où elle vient [l'épreuve, qui vient de la Syrie et de l'Irak], qui sont ces criminels, qui sont ces terroristes*.

Le choc des civilisations est implicite dans l'allocution d'Obama : *C'est une attaque contre l'humanité tout entière et les valeurs universelles que nous partageons*.

Qui est derrière les terroristes?

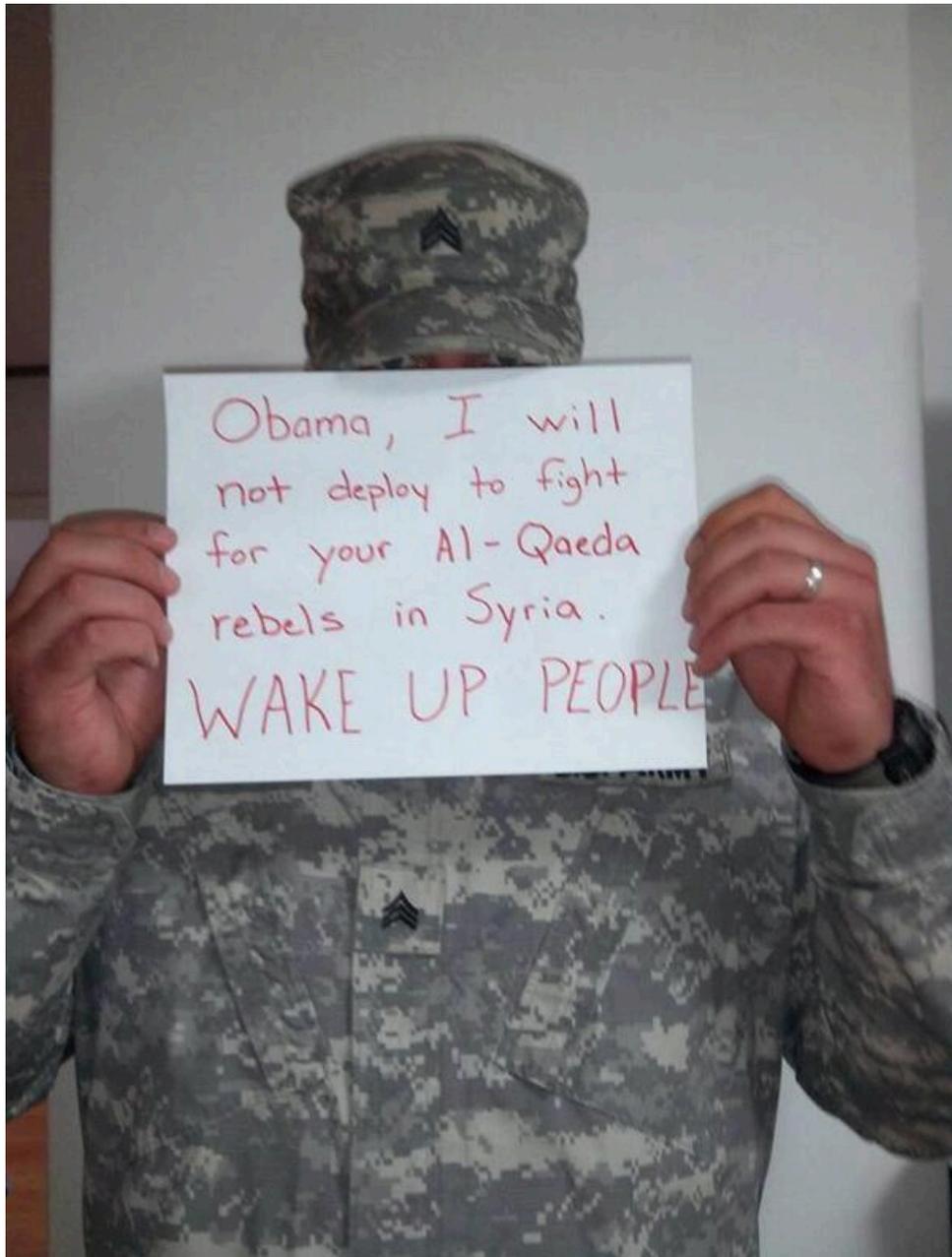
Ce que les médias français omettent de mentionner dans leurs reportages sur ces tragiques événements, c'est que les USA et la France, tout comme la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar et Israël, soutiennent secrètement des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda en Syrie et en Irak, dont le front al-Nosra et le groupe État islamique.

La France est la victime du groupe État islamique, mais au même moment, les USA et ses alliés, y compris la France, accordent un *soutien d'État* à EI, qui est une entité affiliée à Al-Qaïda.

Il ne faut pas oublier que les USA soutiennent Al-Qaïda et ses groupes affiliés depuis près d'un demi-siècle, [lorsque la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan battait son plein. Des camps d'entraînement de la CIA avaient été mis en place au Pakistan.](#) De 1982 à 1992, [quelque 35 000 djihadistes de 43 États islamiques ont été recrutés](#) par la CIA pour combattre le djihad afghan. Washington soutient le réseau de terreur islamiste depuis l'administration Reagan.

L'évolution récente de la situation au Moyen-Orient nous apprend que les terroristes sont recrutés et entraînés par l'alliance militaire occidentale. Dès le début de l'insurrection syrienne en mars 2011, l'OTAN et le haut commandement turc ont commencé à recruter des mercenaires d'EI et du front al-Nosra. Selon des sources du renseignement israélien, il s'agissait :

d'une campagne pour mobiliser des milliers de volontaires musulmans dans les pays du Moyen-Orient et dans le monde musulman pour combattre aux côtés des rebelles syriens. L'armée turque logerait ces volontaires, les entraînerait et assurerait leur passage en Syrie. (DEBKAFfile, NATO to give rebels anti-tank weapons, 14 août 2011)



Il y a des forces spéciales et des agents secrets de l'Occident dans les rangs du groupe État islamique. Les forces spéciales britanniques et le M16 ont participé à l'entraînement de rebelles djihadistes en Syrie.

Le groupe État islamique (EI), l'architecte prétendu des attentats de Paris, était au départ une entité affiliée à Al-Qaïda créée par les services secrets des USA avec le soutien du M16 britannique, du Mossad israélien, de la Direction pour le renseignement inter-services pakistanais et de l'agence de renseignements d'Arabie saoudite Ri'āsāt Al-Istikhbārāt Al-'Āmah (رئاسة الاستخبارات العامة).



Les brigades d'EI ont participé à l'insurrection soutenue par les USA et l'OTAN en Syrie contre le gouvernement de Bachar al-Assad. Depuis août et septembre 2014, elles font l'objet d'une campagne de contre-terrorisme menée par Obama. Il est cependant amplement confirmé que EI est sous la protection de l'alliance militaire occidentale.

Pour en revenir à la France, un article du *Washington Post* daté de 2011 intitulé [France sent arms to Libyan rebels](#) confirme le rôle du gouvernement français dans le soutien accordé au Groupe islamique combattant en Libye (LIFG), affilié à Al-Qaïda.

Des responsables français ont annoncé mercredi qu'ils avaient armé des rebelles en Libye. C'était la première fois qu'un pays membre de l'OTAN révélait accorder une aide militaire directe à des opposants[LIFG] (...).

D'après Tony Cartalucci ([Global Research](#), 8 janvier 2015) :

Pendant que le prédécesseur de Hollande, l'ancien président français Nicolas Sarkozy, voulait être le premier à fouler le sol décimé de la Libye à la suite de l'intervention de l'OTAN dans ce pays, qui comprenait la livraison d'armes françaises à des terroristes, des avions français ont servi de couverture aérienne à ces terroristes alors qu'ils commettaient des atrocités et un génocide. Hollande a poursuivi les politiques adoptées sous Sarkozy en Libye, puis aujourd'hui en Syrie.

Au début de 2013, la France s'est jointe à ses partenaires de la coalition qui livraient des armes aux rebelles djihadistes en Syrie, dont ceux du front al-Nosra affilié à Al-Qaïda, que *Le Monde* a qualifié de *modérés* :

Le ministre des Affaires étrangères britannique William Hague, et son

homologue français Laurent Fabius, font pression au sein de l'UE pour la levée d'un prétendu [embargo sur les armes](#) livrées à ceux qui se considèrent comme des rebelles et qui mettent la Syrie à feu et à sang depuis deux ans. Plusieurs facteurs sous-jacents doivent être abordés avant que ces manœuvres diplomatiques (certains diraient militaires) ne soient mises en contexte.

Premièrement, la question la plus évidente liée à l'autorisation qui serait donnée à la G.-B. et à la France d'armer librement les rebelles de leur choix en Syrie est qu'une telle politique va à l'encontre du droit international. En outre, et nous le constatons déjà, elle aura pour effet d'augmenter sensiblement le bilan des victimes et les déplacements en Syrie. Comme la responsable du contrôle des armes d'[Oxfam](#) le notait : Transférer plus d'armes en Syrie ne fera qu'exacerber un scénario infernal pour les civils. Si la G.-B. et la France veulent tenir leurs propres engagements, y compris ceux établis dans le nouveau traité sur le commerce des armes, elles doivent tout simplement cesser de livrer des armes en Syrie.

EI et le front al-Nosra ont récemment uni leurs forces. (Philip Greaves, [Under the Disguise of The "Battle against Terrorism": The U.S., Britain and France Support "Al Qaeda in Syria"](#), Global Research, 28 mai 2013)

La preuve confirme amplement que pendant que la Russie cible les bastions d'EI en Syrie, l'alliance militaire occidentale soutient les terroristes d'État islamique.

L'hypothèse selon laquelle les attentats de Paris ont été commis par vengeance et en représailles contre la France est douteuse et contradictoire, dans la mesure où la preuve confirme que la France livre des armes aux rebelles djihadistes en Syrie, y compris ceux d'EI et du front al-Nosra.

Conclusion

Le 13 novembre, la France a été victime d'un attentat terroriste soigneusement préparé à différents endroits dans la zone métropolitaine de Paris, qui a fait plus de 140 morts. État islamique a été qualifié d'architecte de cette attaque criminelle.

Ce qui ressort des reportages sur ces événements tragiques dans les médias, c'est que les djihadistes attaquent la France.

Mais au même moment, les pays qui se disent victimes du terrorisme, dont la France, soutiennent par l'entremise de leurs services secrets des organisations terroristes au Moyen-Orient. C'est ce qu'on qualifie de *Guerre mondiale contre le terrorisme* menée par les USA.

Cette contradiction doit être soulevée sur le plan politique. La Guerre mondiale contre le terrorisme est un mensonge.

L'état d'urgence donne le feu vert à la police pour procéder à des arrestations sur un simple soupçon à la grandeur de la France.

On a ouvert une ligne téléphonique d'urgence. Les citoyens sont invités à téléphoner et à rapporter tout ce qu'ils considèrent comme suspect.

Les droits civils sont suspendus.

On procède à des arrestations arbitraires à Paris sans mandat.

Les attaques pourraient contribuer à une nouvelle vague d'islamophobie.

Michel Chossudovsky

Article original en anglais :



[The Paris Terrorist Attacks, "9/11 French-Style", "Le 11 septembre à la française"](#), le 14 novembre 2015

Traduit par Daniel pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on

NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca